*Rapport adressé au général de Gaulle
par un haut fonctionnaire envoyé en mission dans le Sud-Est.*

28 septembre 1944.

En traversant la Haute-Savoie, la Saône-et-Loire et le Jura, à un mois d'intervalle, on ne peut manquer d'observer deux séries de faits en apparence contradictoires :

une tendance au retour à l'ordre,
et une aggravation très nette de la situation politique.

I. — *Retour à l'ordre :*

Dans les rues, la circulation des isolés en armes et des voitures hérissées de mitraillettes a notablement diminué. Il y a à cela plusieurs causes : la lassitude, le manque de carburant, la constitution d'unités des forces de l'Intérieur dirigées sur les frontières des Alpes...

II. — *Aggravation de la situation politique :*

On assiste, depuis une quinzaine de jours, au développement d'un conflit entre l'autorité du gouvernement et les comités départementaux de libération. Ce conflit vient d'éclater au grand jour à la réunion des C. D. L. de Vizille, puis à celle de Valence. Il va certainement atteindre son point culminant à l'occasion des « États généraux » des C. D. L. prévus pour les 7 et 8 octobre à Avignon. On relevait, en effet, à Vizille, le nom de six comités de libération. Ils étaient déjà onze à Valence. Ils seront trente ou quarante à Avignon.

Les comités de libération entendent constituer une fédération « groupant les départements les plus combattifs de la région, ceux qui ont le plus héroïquement combattu l'ennemi — qui n'est pas seulement le Boche (*sic*) — et qui entendent continuer jusqu'au bout une lutte sans merci. » (1)

Le fond du conflit est le suivant :

— Le gouvernement, responsable de l'ordre public, et ayant à poursuivre l'effort de guerre et à traiter avec les Alliés, entend gouverner à l'aide de l'administration centrale, des préfets et de *missi dominici* (commissaires de la République) qui sont ses fonctionnaires et exécutent ses ordres...

— Mais les comités de libération ne l'entendent pas ainsi. Pendant l'interrègne qui s'est écoulé entre le départ des Allemands et l'installation du gouvernement, chacun d'eux est devenu « un petit seigneur multi-têtes » dans son département. Ils ont pris l'habitude et aussi le goût du pouvoir. En l'absence d'ordres de Paris, ils ont pris l'habitude de régler la vie de leur département. Ils entendent bien continuer aujourd'hui, en dépit des préfets,

(1) Extrait du C. R. du journal *les Allobroges* du 25-9-44.

des commissaires de la République, des ministres, des lois et du *Journal Officiel*.

... Onze comités départementaux de libération de la région du Sud-Est ont signé le texte suivant :

« Considérant qu'ils sont l'expression de la Résistance et de la volonté révolutionnaire du peuple et qu'ils ont assumé, dès avant la libération, les responsabilités les plus lourdes,

« Rappelant au gouvernement qu'il tient son existence de l'action victorieuse des mouvements de Résistance et qu'il doit fonder sa politique sur la volonté de ceux-ci, exprimée par les comités départementaux,

« Affirmant, d'une part, qu'ils ne peuvent accepter de se voir réduits à un rôle consultatif ; d'autre part, qu'ils ont et entendent conserver leur pouvoir de décision dans tous les domaines sur le plan départemental. » (1)

Il est possible que tous les votants de cette motion ne se soient pas exactement rendu compte de la portée du texte que l'on a soumis à leur approbation. Il n'en reste pas moins que celui-ci signifie clairement : l'indépendance des départements vis-à-vis du pouvoir central. Pour les C. D. L. ce n'est plus le gouvernement, responsable devant la nation, qui envoie ses ordres aux départements. Ce sont ceux-ci, représentés par leur C. D. L., qui font savoir au gouvernement leur volonté. En un mot, c'est l'anarchie, au sens plein du terme... La France reviendrait ainsi à quatre siècles en arrière, lorsque ses seigneurs prétendaient s'affranchir, avec leurs fiefs, de l'autorité du pouvoir royal.

Faisant fi de l'autorité du pouvoir central, les C. D. L. se substituent également aux organismes habituels de gouvernement, (Justice, Finances, Administrations de l'État, Ravitaillement général, etc.). C'est ainsi que le « comité de libération de la région du Sud-Est » décide que « tous les C. D. L. des départements représentés à cette assemblée devront percevoir, d'une part, des amendes à l'encontre des personnes ayant pratiqué le marché noir et, d'autre part, des contributions exceptionnelles à l'encontre de celles qui ont réalisé des bénéfices anormaux dans leurs activités professionnelles. Ils rappellent qu'en cas de non-paiement les sanctions pourront comporter la confiscation des biens et l'arrestation. »

Or, le même jour, le commissaire de la République pour le Sud-Est, M. Yves Farge, déclarait à la radio :

« Il faut qu'on sache qu'il n'est pas possible d'incarcérer sans mandat régulier. Dès aujourd'hui, tous les services de police recevront l'ordre de faire respecter les articles 184, 341 et 342 du Code

(1) C. R. des *États généraux* de Valence, par le journal *les Allobroges* du 25-9-44. Texte de la *Résolution* votée par les comités de libération de l'Ain, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, du Jura, de la Loire, du Rhône, de la Saône-et-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie.

pénal qui punissent tous les abus de pouvoir... Il faut rentrer dans l'ordre, il faut subir la loi commune... »

Le rapprochement des deux textes est significatif.

Ainsi, il est évident que le gouvernement risque d'être débordé par les comités de Résistance et que ceux-ci tendent à se substituer, partout et en tout, au pouvoir central et à ses représentants.

Lors de la réunion de Valence, les C. D. L. ont légiféré en matière de ravitaillement et de salaires. Ils ont « décidé » qu'un certain nombre de dispositions seraient appliquées aux départements représentés, telles qu'une majoration de 4 fr. 50 de l'heure pour tous les salaires de septembre (base : mois d'août).

« Les allocations familiales et allocations dites « de salaire unique » seront majorées de 50 % (article 5). »

L'article 10 prévoit que « les infractions aux dispositions de la présente décision seront du ressort de la commission d'épuration du comité départemental de libération. »

Tout cela est décidé comme s'il n'existait ni ministre du Travail, ni tribunaux, ni préfets, ni gouvernement en un mot...

III. — Conclusion :

Le mois qui commence sera vraisemblablement décisif pour le gouvernement et, peut-être, pour le pays.

Si les préfets et les agents du pouvoir central restent, comme ils le sont presque partout actuellement, ... sans communications avec Paris, sans gendarmerie, ni police, ni troupes régulières, pour faire respecter leurs décisions, la province échappera de plus en plus au pouvoir central. L'autorité achèvera de s'émietter. La France connaîtra l'anarchie...

Dans chaque département, les comités de libération, bientôt débordés par les extrémistes, installeront une véritable dictature, qui est loin de correspondre aux vœux de la majorité des Français. La surprise et le mécontentement commencent d'ailleurs à devenir généraux.

Est-ce pour cette raison que les comités de libération réunis à Valence se sont prononcés à l'unanimité contre des élections générales? Est-ce pour attendre le retour des prisonniers ou pour attendre simplement d'avoir en mains tous les leviers de commande, d'avoir frappé « d'indignité nationale » leurs adversaires, d'avoir, enfin, la possibilité « d'influencer » en leur faveur le vote de leurs concitoyens?

... Hier, j'ai entendu cette phrase qui résume bien la situation actuelle : « La Résistance du 6 juin 1944 écrasera la Résistance du 18 juin 1940. »

Le mois qui s'ouvre montrera si le général de Gaulle est vraiment un chef de gouvernement ou bien un Kerensky.